



## Communiqué de presse

Le comité pour le maintien du collège Surcouf a adressé une lettre ouverte au Président du Conseil Départemental D'Ille-et-Vilaine suite aux réunions publiques des mercredi 12 et 19/10 puisqu'il en était absent.

La très grande majorité des 250 personnes présentes a clairement montré son désaccord avec la décision de fermeture du collège. Une grande attente de services publics d'éducation solides et structurés a nettement émergé.

Monsieur le Vice-Président chargé de l'éducation et Monsieur le DASEN ont reconnu qu'aucune réunion publique n'a eu lieu avant de décider de la fermeture d'un collège public, qu'aucune étude d'une resectorisation avec les quatre collèges publics n'a été faite et que les élus des communes du pays de Saint-Malo n'ont pas tous été consultés.

Les différents protagonistes donnent une image de décideurs, coupés des réalités du terrain, choisissant seuls en méprisant les populations concernées.

Et pourtant, les personnes présentes à ces réunions ont développé de nombreux arguments précis et pertinents :

Absence de consultation des populations ; Mise à l'écart d'office de certaines communes ; Concurrence de l'enseignement privé confessionnel ; Conséquences sur la population d'une décision prise à la va-vite ; Problèmes de transport ; Surcoût pour les familles ; Absence de garantie dans le maintien des moyens promis ; Disparition des dispositifs pédagogiques ; ...

L'acharnement du Vice-Président chargé de l'éducation sur ce dossier l'empêche d'envisager d'autres solutions parmi celles que les habitants, les personnels, les élus ou les organisations proposent et qu'il rejette en bloc.

Il continue de donner une image d'amateurisme dans ce dossier, par exemple en promettant la gratuité des transports pour tous les élèves actuellement scolarisés au collège Surcouf, celle-ci ne sera que transitoire et la question du coût du transport se posera pour les futurs collégiens des quartiers concernés.

Ces réunions étaient bien loin de la « démocratie participative » affichée sur le projet. Il est clair que cette fermeture se fait contre l'avis de la population.

Monsieur le Président du Conseil Départemental doit maintenant réagir car les effets néfastes du projet de fermeture du collège public Robert Surcouf de Saint-Malo se font déjà sentir. Il est temps que le Conseil Départemental revienne sur cette erreur, il en a le pouvoir.

Le comité pour le maintien du collège Surcouf continue de demander :

- Un vrai débat sur la mixité sociale en prenant compte l'ensemble des facteurs l'influençant.
- Une réflexion à une meilleure sectorisation de tout le pays de Saint-Malo, avec quatre collèges publics, dans une réelle concertation pour offrir à la population le meilleur service public d'enseignement possible.

Nous demandons au président Chenut de nous recevoir.